

NOTE DESCRIPTIVE

Description du projet et indication précise des objectifs poursuivis et résultats attendus :

Le présent dossier de demande de subvention concerne l'opération
.....
à
qui consiste en :

↳ **la réalisation de**
localisation précise :
comprenant :

- ↳ ;
- ↳ ;
- ↳ ;
- ↳ ;
- ↳ ;

compléter selon la nature
des travaux envisagés

Dans le cas de travaux :

Le projet constitue une unité individualisée, formant un ensemble cohérent, qui sera mis en service sans adjonction, dès son parfait achèvement.

OU

Le projet constitue la^{ème} phase d'une opération globale intitulée :
(préciser si les phases antérieures ou futures font l'objet de subventionnements déjà acquis ou de demandes en cours)

Ces [travaux] [études] visent :

- ⇒ à offrir ;
- ⇒ à permettre ;

Leur durée prévisionnelle est de mois, à compter de l'ordre de service.

En ma qualité de responsable légal de, je certifie l'exactitude des renseignements indiqués et des documents présentés listés ci-après :

- lettre de demande de subvention ;
- note descriptive ;

- ☐ délibération de l'organe compétent approuvant le projet d'investissement et le plan de financement prévisionnel détaillé ;
- ☐ relevé d'identité bancaire ou postal ;
- ☐ l'indication du régime TVA, FCTVA ou autre régime ;
- ☐ le calendrier prévisionnel détaillé de réalisation tel que précisé dans la demande de subvention (joindre un nouveau calendrier si celui-ci a été modifié) ;
- ☐ le plan de financement détaillé prévisionnel :

<i>DEPENSES (4)</i>	<i>MONTANT HT</i>	<i>MONTANT TTC</i>	<i>RESSOURCES</i>	<i>MONTANT</i>	<i>%</i>
Acquisitions immobilières... Travaux.....			Aides publiques (1) : • Union Européenne..... • Etat..... • Collectivités locales et groupements / - Région..... - Département..... - Commune/groupement de communes..... • Etablissements publics.... • Autres (2)..... Sous-total.....		30 %
Matériel..... Prestations intellectuelles....			Fonds propres..... Emprunts (2)..... Crédit-bail..... Autres (2).....		
Autres (pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment les salaires et charges) (3).....					
A déduire (s'il y a lieu) : recettes générées par l'investissement.....					
Totaux.....					
<p>(1) A énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires... joindre les copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues(délibérations des collectivités locales...)</p> <p>(2) A détailler</p> <p>(3) Indiquer, le cas échéant, les modes de calcul (exemple : salaires et charges [x par mois]x[y personnes]x[z mois])</p> <p>(4) A détailler : lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe</p> <p>NOTA. – Les dépenses sont, le cas échéant, présentées par "sous-projets"</p>					

- ☐ copie des décisions pour les aides déjà obtenues ;
- ☐ les résultats des appels d'offres, projets de contrats, devis ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense ;
- ☐ les autorisations préalables requises par la réglementation et nécessaires à l'instruction du dossier ;
- ☐ acquisitions immobilières : un document précisant la situation juridique (y compris le prix) ;
- ☐ document établissant de la libre disposition des terrains et immeubles ;
- ☐ document attestant de la souscription pour les biens concernés d'un contrat d'assurance en cours de validité ;

- ☐ pour immeubles et travaux : le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux ;
- ☐ si le projet s'inscrit dans un programme communautaire :
 - copie des décisions d'aides publiques déjà obtenues pour le projet (délibérations des collectivités locales...) ou, à défaut, lettre de l'exécutif de la collectivité indiquant son approbation pour le projet identifié de façon précise, le montant de la subvention, son intention de cofinancer le projet et de soumettre dans un délai précis la demande de cofinancement à l'organe délibérant ;
 - pour les projets donnant lieu à l'achat de terrains ou de biens immeubles, certification d'un expert qualifié indépendant ou d'un organisme officiel agréé certifiant la valeur et/ou confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande ;
 - formulaire spécifique où sont détaillées les obligations communautaires, en particulier en matière de contrôles, de comptabilité, de publicité, de respects des politiques communautaires dont le porteur de projet déclare avoir pris connaissance et qu'il s'engage à respecter.

Pour un projet s'inscrivant dans un programme communautaire :

Je déclare avoir pris connaissance des obligations communautaires qu'il aura à respecter, en particulier en matière de contrôles, de comptabilité, de publicité, de respect des politiques communautaires.

J'atteste avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement du projet.

Date :

Cachet du porteur :

Nom et signature du représentant légal :